

Questions orales
LES CÉRÉALES

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ ET LA POLITIQUE EN
MATIÈRE DE GRAINS FOURRAGERS

M. Elias Nesdoly (Meadow Lake): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre à l'égard de sa politique en matière de grains fourragers et de sa nouvelle alliance avec le parti conservateur à ce sujet. Le parti conservateur a créé la Commission du blé en 1935 et le parti libéral a réussi à s'en accommoder pendant 30 ou 35 ans, mais le gouvernement se proposerait-il maintenant de supprimer la Commission canadienne du blé?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur. Mais je suis très heureux que le député se rende compte que les conservateurs sont d'accord avec nos politiques à l'égard des grains fourragers.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDE D'INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE DANS LE
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Étant donné qu'il a dit devoir prendre certaines choses en considération, et que le président du Conseil du Trésor a dit qu'il trouvait certaines autres choses intéressantes, mais entre-temps le chaos se répand dans tout le pays...

Une voix: Que feriez-vous?

M. Stanfield: Je pourrais formuler nombre de recommandations si le gouvernement voulait les adopter. La recommandation la plus simple que je pourrais faire au gouvernement, c'est de démissionner.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Hopkins: Ce ne sera pas si facile.

M. Bell: Qu'ils pâtissent jusqu'au bout.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La période de questions achève. Il reste à peu près une minute.

M. Stanfield: Comme ceux d'entre nous qui sont restés ici entendent le ministre des Postes donner la même explication depuis une semaine, que les difficultés se compliquent de jour en jour et que les autres ministres, y compris le président du Conseil du Trésor, noient le problème dans des généralités, je voudrais demander au premier ministre si, devant la propagation du chaos, il est disposé à s'occuper personnellement de ces problèmes et à proposer

[M. Drury.]

à la Chambre une mesure qui fera espérer un retour à la normale au pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition semble voir le chaos partout sauf là où il existe vraiment.

Des voix: Bravo!

● (1150)

M. Trudeau: Si, comme il le suggère, la solution au chaos était la démission, il y a belle lurette qu'il ne serait plus chef de son parti.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au très honorable premier ministre s'il essaie de se faire décerner un trophée pour le rôle de Néron.

M. l'Orateur: La présidence donnera la parole au député de Frontenac-Lennox et Addington, pour passer ensuite à l'ordre du jour.

* * *

L'AGRICULTURE

LE RECOURS À LA LOI ANTI-DUMPING POUR LA
RÉGLEMENTATION DE L'IMPORTATION D'ŒUFS DES É.-U.

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, ma question porte sur l'agriculture, mais vu l'urgence de la situation, j'aimerais la poser au premier ministre. Au cours du mandat du précédent ministre de l'Agriculture, le gouvernement a promis aux producteurs d'œufs du Canada que s'ils établissaient des offices de commercialisation, il protégerait leur industrie contre la concurrence étrangère. Or, elle n'est pas protégée en ce moment. Les œufs américains entrent actuellement au Canada...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député doit admettre qu'il est en train de faire un discours. Je lui demanderais de poser sa question.

M. Alkenbrack: Monsieur l'Orateur, je désirais simplement préciser au premier ministre la situation, telle qu'elle se présente. Les œufs américains entrent maintenant au Canada au prix en vigueur à New-York, soit 47c. la douzaine pour la catégorie «A», «gros». Le prix aux producteurs est 66c. au Canada. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas recours au Règlement anti-dumping établi en application de la loi sur les licences d'exportation et d'importation, déposé le 26 mars dernier, pour venir en aide aux producteurs d'œufs en ces temps difficiles?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il y a déjà un député qui a posé une question semblable, hier. Elle est à l'étude au ministère de l'Agriculture et la réponse ne devrait pas tarder.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.